



Conseil de sécurité

Soixante-quatorzième année

Provisoire

8584^e séance

Mercredi 24 juillet 2019, à 10 heures

New York

Président : M. Meza-Cuadra. (Pérou)

Membres :

Afrique du Sud	M. Mabhongo
Allemagne	M. Heusgen
Belgique	M. Pecsteen de Buytswerve
Chine	M. Wu Haitao
Côte d'Ivoire	M. Ipo
États-Unis d'Amérique	M ^{me} Norman-Chalet
Fédération de Russie	M. Polyanskiy
France	M. de Rivière
Guinée équatoriale	M ^{me} Mele Colifa
Indonésie	M. Djani
Koweït	M. Alotaibi
Pologne	M ^{me} Wronecka
République dominicaine	M. Singer Weisinger
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	M. Hickey

Ordre du jour

La situation concernant la République démocratique du Congo

Rapport du Secrétaire général sur la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (S/2019/575)

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



La séance est ouverte à 10 h 5.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

La situation concernant la République démocratique du Congo

Rapport du Secrétaire général sur la Mission de l'Organisation des

Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (S/2019/575)

Le Président (*parle en espagnol*) : Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite le représentant de la République démocratique du Congo à participer à la présente séance.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite la Représentante spéciale du Secrétaire général pour la République démocratique du Congo et Cheffe de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo, M^{me} Leila Zerrougui, à participer à la présente séance.

M^{me} Zerrougui participe à la séance par visioconférence depuis Kinshasa.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

J'appelle l'attention des membres du Conseil sur le document S/2019/575, qui contient le rapport du Secrétaire général sur la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo.

À la présente séance, le Conseil de sécurité entendra les exposés de M^{me} Zerrougui et du Représentant permanent du Koweït, l'Ambassadeur Mansour Alotaibi, en sa qualité de Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1533 (2004) concernant la République démocratique du Congo.

Je donne maintenant la parole à M^{me} Zerrougui.

M^{me} Zerrougui : Je vous remercie, Monsieur le Président, de l'opportunité qui m'est offerte d'entretenir le Conseil de la situation en République démocratique du Congo et de lui présenter les progrès réalisés dans le processus de transition post-électoral, ainsi que les principaux défis auxquels nous continuons à faire face.

Plus de six mois après la tenue des élections de décembre 2018, il est opportun de considérer le chemin parcouru et de procéder à un examen de la situation politique dans le pays. J'ai la conviction qu'une analyse juste dans le contexte actuel oblige à exprimer à la fois satisfaction et préoccupation.

Je me permets aujourd'hui face aux membres du Conseil de réitérer les messages que je n'ai jamais cessé de transmettre – des messages porteurs d'espoir et d'optimisme. Le Président Tshisekedi a clairement exprimé son intention d'initier des réformes audacieuses, lesquelles, si elles sont totalement mises en œuvre, devraient conduire au renforcement des institutions congolaises et à l'amélioration des conditions de vie des Congolaises et des Congolais.

Nous avons également noté une amélioration progressive des relations entre la République démocratique du Congo et ses voisins depuis la prise de fonction du Président Tshisekedi. Dans le droit fil de sa détermination à transformer la région des Grands Lacs en un havre de paix et de développement, grâce à la promotion de bonnes relations de voisinage et d'une intégration économique régionale, le Chef de l'État est activement engagé dans des initiatives diplomatiques avec les pays de la région afin d'atteindre cet objectif.

À cet égard, je vais continuer à travailler étroitement avec l'Envoyé spécial pour la région des Grands Lacs et en coordination avec les organisations régionales pertinentes afin de soutenir les autorités congolaises dans la mise en œuvre des engagements contenus dans l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République démocratique du Congo et la région.

Bien que le Premier Ministre ait été nommé le 20 mai dernier, nous sommes toujours dans l'attente de la formation d'un nouveau gouvernement. Des négociations laborieuses se poursuivent à ce sujet entre les deux plateformes de la coalition au pouvoir – le Cap pour le changement du Président Tshisekedi et le Front commun pour le Congo du précédent Président Joseph Kabila.

Bien que nous comprenions qu'il s'agit d'un exercice inédit pour le pays, j'appelle chacun à dépasser ses divergences pour pouvoir rapidement répondre aux attentes des populations. L'absence d'un gouvernement opérationnel est préjudiciable à la mise en place de relations solides avec les partenaires et à la mise en œuvre d'importantes réformes de la gouvernance et des

institutions qui pourraient contribuer à la consolidation d'un processus de transition encore fragile.

Au cours de ces derniers mois, j'ai rencontré les principales parties prenantes à ce processus et les ai vivement encouragées à préserver les acquis engrangés lors des élections et de la passation pacifique du pouvoir et à faire les concessions nécessaires pour finaliser la composition du Gouvernement. Je dois toutefois souligner que nous avons pu observer des démarches constructives au niveau local, avec la prise d'initiatives significatives en faveur de la stabilité et du développement de la part de certains gouverneurs.

(l'oratrice poursuit en anglais)

Dans le contexte du départ prévu de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO), celle-ci a fermé un certain nombre de bureaux locaux dans des zones qui ne sont plus exposées à une grave menace de conflit armé. Cela nous permettra de concentrer nos ressources sur l'appui au renforcement des institutions nationales et sur la protection des civils dans les zones où les conflits et les activités des groupes armés continuent d'avoir un effet dévastateur sur les civils.

Le rapport (S/2019/575) dont est saisi le Conseil fournit une description détaillée de la situation en matière de sécurité. Cependant, au cours des dernières semaines, le niveau de violence s'est élevé dans plusieurs régions de l'est du pays. Je suis préoccupée à cet égard par la situation actuelle dans la province de l'Ituri, où des éléments perturbateurs cherchent à exploiter les tensions ethniques pour inciter à la violence intercommunautaire. En outre, les attaques des Forces démocratiques alliées (ADF) continuent de faire payer un tribut intolérable aux civils. Les groupes armés à Masisi, notamment Nduma défense du Congo-Rénové (NDC-R), dirigé par Guidon Shimiray Mwissa, commettent des atrocités contre la population, notamment des actes de violence sexuelle liée au conflit.

La violence reste la cause principale des besoins humanitaires en République démocratique du Congo. En conséquence, le pays est actuellement confronté à des situations d'urgence simultanées, notamment des déplacements massifs et des risques en matière de protection.

Dans l'Ituri, plus de 350 000 personnes ont été déplacées dans les territoires de Djugu, Mahagi et Irumu à la suite d'un regain de violence. La détérioration

des conditions de sécurité a interrompu le processus de retour qui avait pris forme progressivement depuis 2018, causant de nouveaux déplacements en direction de Bunia et forçant la communauté humanitaire à réorienter son assistance en faveur des populations les plus vulnérables. Des lacunes importantes persistent. À ce jour, 733 000 personnes ont besoin d'une aide dans la province de l'Ituri.

Dans le Sud-Kivu, la recrudescence de la violence intercommunautaire et de l'activité des groupes armés a déplacé jusqu'à 180 000 personnes, tandis que l'épidémie de l'Ebola reste une préoccupation toujours croissante et a fait plus de 1 700 victimes à ce jour. Des cas récents isolés, à Goma et de l'autre côté de la frontière avec l'Ouganda, ont accentué les craintes que suscite la propagation de l'épidémie au-delà des régions de Beni et Butembo, poussant l'Organisation mondiale de la Santé à déclarer une urgence de santé publique de portée internationale.

Je saisis cette occasion pour souligner que les problèmes que pose l'élimination de cette maladie ne sont pas que de nature épidémiologiques; ils sont également liés à un éventail de facteurs politiques et sociaux, notamment les activités de groupes armés tels que les ADF et les Maï-Maï, parallèlement à la méfiance profonde et persistante que la lutte contre l'épidémie inspire aux communautés. Cette combinaison de facteurs a créé un environnement meurtrier pour les personnes qui luttent contre l'Ebola, au point que certaines d'entre elles ont été spécifiquement menacées et assassinées par les groupes armés.

Je tiens à remercier les pays et les donateurs de leur générosité, qui contribue à financer la lutte contre Ebola, et j'appelle tout le monde à appuyer généreusement le quatrième plan stratégique de lutte contre la maladie à virus Ebola, qui a été présenté aux États Membres à Genève la semaine dernière. Je tiens également à souligner la nécessité impérieuse de financer la lutte contre les autres crises épidémiologiques et humanitaires auxquelles est confrontée la République démocratique du Congo. L'épidémie de rougeole, par exemple, a déjà tué plus de 2 000 personnes depuis le début de l'année, plus encore que l'Ebola.

En réponse à ces problèmes, nous avons pris la tête d'une approche fondée sur l'Unité d'action des Nations Unies, qui combine différents outils. Aux niveaux national et provincial, nous collaborons avec un grand nombre d'acteurs pour désamorcer les tensions sociales et politiques. Nos composantes militaire et

policière continuent de fournir un appui aux forces de sécurité congolaises afin de sécuriser les zones touchées et de lutter efficacement contre les activités des groupes armés. La Mission aide actuellement les autorités congolaises à exécuter un mandat d'arrêt contre le chef du groupe NDC-R, Guidon, et à améliorer la performance de la justice congolaise en matière de lutte contre l'impunité.

De leur côté, les institutions des Nations Unies travaillent sous l'autorité de mon adjoint, qui remplit les fonctions de Coordonnateur résident et de Coordonnateur des opérations humanitaires, pour lutter efficacement contre la crise humanitaire. La MONUSCO fournit également un appui politique et logistique au Coordonnateur de l'intervention d'urgence contre l'Ebola, qui a été nommé dernièrement.

J'appelle également l'attention du Conseil sur les possibilités qui s'ouvrent du fait du nombre croissant de combattants armés se déclarant disposés à déposer les armes depuis l'accession au pouvoir du Président Tshisekedi. Les groupes en question sont notamment Kamuina Nsapu dans la province du Kasai, ainsi que les milices maï-maï et twa dans le Sud-Kivu et le Tanganyika. La MONUSCO travaille en étroite collaboration avec les autorités congolaises pour les aider à saisir cette occasion, notamment en aidant à mobiliser des fonds auprès de la Banque mondiale et du Fonds pour la consolidation de la paix.

Dans le contexte de mes bons offices, j'ai jugé prioritaire d'encourager les autorités à adopter une approche basée sur l'intégration communautaire des ex-combattants, en conseillant de ne pas adopter de plan général visant à les intégrer aux forces de sécurité. Les années précédentes, l'intégration générale des ex-combattants aux forces armées et de police n'a abouti qu'à dégrader les capacités de celles-ci, à entraîner l'usurpation de la politique de sécurité par des réseaux parallèles et à encourager la création de groupes armés illégaux.

Il nous reste énormément de travail à accomplir alors que nous continuons de préparer la réduction des effectifs et la sortie de la MONUSCO. J'estime que l'examen stratégique indépendant, dont la mission de collecte d'informations s'est récemment achevée en République démocratique du Congo et dans la région, permettra de présenter au Conseil d'ici la fin de l'année un rapport expliquant clairement les défis qu'il reste à relever à cet égard.

Pour relever ces défis, la MONUSCO utilise au mieux les fonds mis à sa disposition, même si ses difficultés budgétaires font que les ressources suffisent à peine.

Je remercie le Conseil de son appui, tout en soulignant que l'appui continu du Conseil et des États Membres à la MONUSCO sera indispensable au succès final de la Mission et pour lui permettre de quitter la République démocratique du Congo dans de bonnes conditions.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je remercie M^{me} Zerrougui de son exposé.

Je donne maintenant la parole à l'Ambassadeur Alotaibi.

M. Alotaibi (Koweït) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de prendre la parole en ma qualité de Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1533 (2004) concernant la République démocratique du Congo. Dans le cadre de mon exposé ce matin, je compte donner un aperçu des travaux du Comité depuis ma dernière déclaration en salle sur cette question, le 26 juillet 2018 (voir S/PV.8318).

Depuis mon dernier exposé au Conseil, le Comité a tenu au total sept séances. En 2018, lors de la séance d'information aux États Membres tenue le 26 juillet, le Comité a entendu un exposé par visioconférence du Coordonnateur du Groupe d'experts sur le rapport final du Groupe (voir S/2018/531). Au cours des consultations tenues le 31 août, le Comité a reçu des informations et partagé ses vues sur le programme de travail du Groupe d'experts, conformément au nouveau mandat énoncé dans la résolution 2424 (2018). Lors des consultations tenues le 6 décembre, le Comité a entendu un exposé du Coordonnateur du Groupe d'experts sur le rapport à mi-parcours du Groupe et examiné les recommandations qui y figuraient.

À ce jour, en 2019, le Comité s'est réuni à quatre reprises. Une séance d'information à l'intention de tous les États Membres a été organisée le 1^{er} février, au cours de laquelle le Comité a entendu un exposé du Coordonnateur du Groupe d'experts sur le rapport à mi-parcours du Groupe. Lors des consultations tenues le 25 mars, le Comité a entendu un exposé de l'ancien Coordonnateur du Groupe d'experts sur l'exploitation illégale des ressources naturelles en République démocratique du Congo.

Lors des consultations tenues le 24 mai, le Comité a entendu un exposé du Coordonnateur par intérim du Groupe d'experts sur le rapport final du Groupe et examiné les recommandations qui y figuraient. Lors des consultations tenues récemment, le 8 juillet, j'ai donné au Comité un bref aperçu de ma visite en République démocratique du Congo, en Ouganda et aux Émirats arabes unis, qui s'est déroulée du 27 avril au 6 mai, en lien avec la présentation de mon rapport sur cette visite.

Depuis mon dernier exposé au Conseil de sécurité, ma délégation a également accueilli six réunions informelles à la Mission permanente du Koweït avec le haut responsable du mécanisme de suivi de la République démocratique du Congo, M. Robert Petit, à l'occasion de ses visites régulières à New York. Le Comité continue d'appuyer M. Petit et son équipe d'experts techniques, qui fournissent leur assistance au Gouvernement de la République démocratique du Congo dans le cadre de ses enquêtes sur les assassinats de deux membres du Groupe d'experts, Zaida Catalán et Michael Sharp, commis en mars 2017. Avant ma visite en République démocratique du Congo, en Ouganda et aux Émirats arabes unis, j'ai également organisé deux réunions informelles en avril.

Je voudrais faire au Conseil quelques brèves remarques sur ma récente visite en République démocratique du Congo, en Ouganda et aux Émirats arabes unis, ainsi que quelques réflexions et observations personnelles. Comme indiqué précédemment, le rapport de ma visite a été examiné par le Comité le 8 juillet.

Je tiens tout d'abord à réitérer les remerciements du Comité aux autorités de la République démocratique du Congo, de l'Ouganda et des Émirats arabes unis pour les efforts notables qu'ils ont déployés en tant qu'hôtes de cette visite. À cet égard, il est regrettable que ma délégation n'ait pas été en mesure de tenir des réunions à Dar es-Salaam, comme prévu initialement.

En ce qui concerne la visite en République démocratique du Congo, plusieurs interlocuteurs ont estimé que la liste des sanctions devrait être mise à jour et réorganisée de manière à identifier clairement ceux qui entravent actuellement la transition politique et ceux qui commettent de graves violations des droits de l'homme. À cette fin, lors de l'adoption de la résolution 2478 (2019) le 26 juin, le Conseil de sécurité a demandé au Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo de fournir des informations à jour sur les personnes et entités inscrites sur la liste des sanctions. En outre, au cours de la visite, j'ai noté que certains membres du Comité et la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour

la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) souhaitent inscrire des personnes sur la liste en fonction des critères de désignation énoncés à l'alinéa e) du paragraphe 7 de la résolution 2293 (2016). Toutefois, certains membres du Comité ne l'ont pas jugé nécessaire. Au cours de ma visite, on a également constaté une nette différence entre les propos entendus par la délégation du Président lors de sa rencontre avec le Gouvernement congolais, à laquelle assistaient principalement les autorités sortantes de la République démocratique du Congo, d'une part, et les déclarations publiques positives du nouveau Président sur le travail de la MONUSCO et la communauté internationale en République démocratique du Congo, de l'autre.

J'ai l'intention de faire fond sur les résultats de la visite ici à New York. Je pense que cette mission a été un excellent forum pour assurer le suivi avec les États concernés, continuer à établir des voies de communication et promouvoir une meilleure compréhension des travaux du Comité des sanctions. À cette fin, le 25 juin, j'ai envoyé des lettres aux Représentants permanents de l'Ouganda et de la République-Unie de Tanzanie au sujet de la visite et, le 5 juillet, aux Représentants permanents de la République démocratique du Congo et des Émirats arabes unis. Le 9 août, le Comité prévoit de tenir une séance d'information à l'intention de tous les États Membres au sujet du rapport final du Groupe d'experts (voir S/2019/469), ainsi que de ma récente visite.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je remercie l'Ambassadeur Alotaibi de son exposé.

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil qui souhaitent faire des déclarations.

M. de Rivière (France) : Je remercie d'abord chaleureusement la Représentante spéciale du Secrétaire général, M^{me} Leila Zerrougui, ainsi que notre collègue koweïtien Mansour Alotaibi pour leurs interventions et leurs présentations.

Comme nous le notions au cours de la dernière séance du Conseil, la République démocratique du Congo connaît un climat d'optimisme depuis les élections du 30 décembre. Le Président Tshisekedi a marqué sa volonté de répondre au souhait de changement exprimé par les Congolais lors des scrutins, et plusieurs mesures ont été prises pour satisfaire ce souhait. Plusieurs opposants sont rentrés au pays, des prisonniers d'opinion ont été libérés, le pays connaît une certaine ouverture de l'espace politique.

Sur le plan sécuritaire, le Président Tshisekedi s'est engagé à travailler à mettre un terme aux conflits dont souffre le pays, à l'est en particulier, et aux affrontements intercommunautaires qui ont touché certaines régions récemment. Plusieurs groupes rebelles ont annoncé vouloir déposer les armes et retourner à la vie civile. La France est donc encouragée par ces développements et elle forme le vœu que la voie tracée ces derniers mois puisse être poursuivie, en matière de libertés publiques comme de réconciliation nationale.

La prise en charge des combattants souhaitant démobiliser est une urgente nécessité pour éviter qu'ils ne soient tentés par un retour dans la brousse et renoncent à la vie civile. Le Conseil de sécurité a donné pour mandat à la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) d'assister les autorités congolaises en ce sens, mais la Mission ne pourra le faire sans leur leadership déterminé.

De nouvelles étapes dans la vie institutionnelle du pays doivent être franchies très prochainement et elles seront autant d'occasions de confirmer les orientations qui ont été prises. Je pense en particulier au Gouvernement, dont la formation facilitera un réengagement des partenaires et, en 2020, à l'organisation des premières élections locales de l'histoire de la République démocratique du Congo. Sur le plan régional, le Président Tshisekedi a pris des initiatives louables pour relancer l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République démocratique du Congo et la région. Les rencontres entre chefs d'État des Grands Lacs ces derniers mois sont positives. La France encourage les pays de la zone à répondre à cet appel et à se mobiliser pour mettre pleinement en œuvre l'Accord-cadre, à l'approche du prochain sommet de suivi prévu à l'automne à Kinshasa.

Mais la situation n'est pas encore normalisée. Plusieurs défis restent à relever. Tout d'abord à l'est, l'action prédatrice des groupes armés se poursuit, financée par l'exploitation illégale des ressources naturelles. Des efforts ont été engagés, avec l'appui de la MONUSCO; c'est positif.

L'annonce de la rotation des forces armées congolaises, dont certaines sont restées beaucoup trop longtemps au front, est très encourageante, et j'espère qu'elle se concrétisera prochainement. La pérennisation de la professionnalisation de l'armée et de la police est cruciale. Mais l'engagement militaire sera toujours insuffisant sans dialogue politique, à l'échelon provincial

comme national, pour convaincre ces groupes de désarmer. La restauration de l'État et le développement de ces régions seront essentiels à un retour durable de la paix. La France appelle donc la République démocratique du Congo, comme l'ensemble des pays de la région, à agir de manière concertée et déterminée pour mettre fin à ces conflits.

Les femmes et les enfants sont les premières victimes des exactions commises par ces groupes. La France est déterminée à les protéger; c'est pourquoi le Président Macron a mobilisé le Groupe des Sept en soutien aux fonds du docteur Mukwege et de Nadia Murad en faveur des victimes de violence sexuelle dans les conflits.

Une action régionale coordonnée est aussi nécessaire pour assécher les finances de ces groupes et mettre fin à leurs trafics. Les travaux du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1533 (2004) concernant la République démocratique du Congo ont démontré la nécessité de s'y attaquer fermement et collectivement si nous voulons faire cesser leurs exactions. La région tirera un bénéfice sans égal d'une formalisation du secteur minier et des échanges, bénéfices économiques et de paix. Après tout, l'Europe s'est construite après la Deuxième Guerre mondiale sur la collaboration régionale dans le secteur minier. Les ressources naturelles peuvent être un facteur de paix quand la volonté politique est au rendez-vous.

L'épidémie d'Ebola continue de sévir dans l'est du pays et doit absolument être maîtrisée. Je tiens à saluer ici l'engagement exemplaire des autorités congolaises, de l'Organisation mondiale de la Santé et des acteurs humanitaires dans la lutte contre cette épidémie, ainsi que l'appui apporté par la MONUSCO. La France se félicite de la nomination de David Gressly comme Coordonnateur des Nations Unies pour l'action d'urgence contre l'Ebola. Nous connaissons tous ses qualités pour l'avoir vu à l'œuvre dans le passé au sein de la MONUSCO. Je voudrais à nouveau, au nom de la France, condamner fermement les attaques contre tous les personnels humanitaires qui viennent en aide aux malades et qui doivent continuer à recevoir notre plein soutien.

Précisément, la situation humanitaire reste très préoccupante. Les tensions en Ituri et dans les Kivus, notamment, ont provoqué des mouvements de populations. Les financements pour venir en appui à ces déplacés ne sont pas au rendez-vous. La France appelle donc

les partenaires de la République démocratique du Congo à se mobiliser pour fournir les ressources nécessaires.

Dans tous ces secteurs, la France continuera de se tenir aux côtés de la République démocratique du Congo. Lors de sa visite sur place le 20 mai, le Ministre des affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, a annoncé la relance d'un partenariat de long terme entre la France et la République démocratique du Congo, doté de 300 millions d'euros sur cinq ans, dans trois domaines prioritaires. L'éducation tout d'abord, avec l'augmentation de notre aide aux écoles de formation. La santé ensuite, en poursuivant notre coopération avec des hôpitaux de référence, ainsi qu'en faisant davantage dans la lutte contre Ebola. C'est ainsi que le professeur Lévy a été nommé Envoyé spécial en charge de la lutte contre l'épidémie. L'appui à la stabilisation enfin, via la formation de cadres de haut niveau et notre soutien à la réforme du secteur de la sécurité.

Je voudrais terminer en saluant l'action exemplaire de M^{me} Zerrougui et de l'ensemble de ses équipes à la MONUSCO. Le Conseil a mandaté la MONUSCO pour protéger les civils et appuyer le Gouvernement dans la lutte contre les groupes armés. Avec une implication déterminée des autorités congolaises et celle de ses voisins, dans le cadre d'une approche combinant pressions militaires, si nécessaire, et dialogue, la normalisation de la situation dans l'ensemble du pays est possible. Le Conseil peut compter sur le soutien de la France pour y parvenir.

M^{me} Norman-Chalet (États-Unis) (*parle en anglais*) : Je remercie la Représentante spéciale Zerrougui de son exposé et des efforts que la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) continue de déployer pour appuyer la paix en République démocratique du Congo, protéger les civils et garantir l'accès des organisations de santé publique qui répondent à l'épidémie de l'Ebola. Nous nous félicitons vivement des efforts déployés par la Mission. Je tiens également à remercier l'Ambassadeur Alotaibi d'avoir fait le point sur ses activités en tant que Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1533 (2004) concernant la République démocratique du Congo.

Les États-Unis sont extrêmement préoccupés par les récents affrontements qui ont éclaté dans l'est de la République démocratique du Congo, notamment par la violence dans les provinces de l'Ituri, du Sud-Kivu et du Nord-Kivu, qui ont fait des centaines de morts et des centaines de milliers de déplacés, comme

M^{me} Zerrougui vient de le souligner. Les États-Unis saluent les efforts déployés par le Président Tshilombo Tshisekedi pour endiguer cette violence en envoyant de hauts fonctionnaires négocier la paix au Sud-Kivu, en lançant des initiatives de dialogue communautaire et en ordonnant une offensive militaire dans la province de l'Ituri, autant d'initiatives qui ont contribué à faire face à cette violence.

Par ailleurs, nous nous félicitons des décisions prises par plusieurs milices de déposer les armes depuis l'entrée en fonction du Président Tshilombo Tshisekedi, et nous exhortons les responsables congolais à mener un processus de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR). Nous encourageons les hauts responsables à examiner si le processus de DDR ne devrait pas fournir aux ex-combattants qui y sont disposés, comme ceux de la milice de la Force de résistance patriotique de l'Ituri, la possibilité de se reconvertir en civils pacifiques et productifs plutôt que de simplement les absorber dans les forces armées de la République démocratique du Congo et de courir ainsi le risque de perpétuer le cycle des violations des droits de l'homme et des atteintes à ces droits. Nous encourageons également le Gouvernement à dissiper la confusion en ce qui concerne le coordonnateur du DDR.

Dans le même temps, nous sommes conscients que le DDR n'est qu'une partie d'une solution politique plus large. Les États-Unis demeurent déterminés à lutter contre l'impunité et à appuyer l'état de droit, et nous jugeons encourageants les procès en cours de chefs de guerre, tels que Sheka, ainsi que le mandat d'arrêt délivré contre Guidon Shimiray Mwissa. Nous nous félicitons de l'aide reçue de la part de la MONUSCO à cet égard.

La circulation des armes et le commerce illicite de l'or et d'autres minéraux précieux permettent la persistance de la violence dans l'est du pays. Nous remercions l'Ambassadeur Alotaibi d'avoir dirigé le récent voyage du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1533 (2004) concernant la République démocratique du Congo dans la région et aux Émirats arabes unis, voyage au cours duquel nous avons été témoins d'une grande bonne volonté s'agissant d'aider les dirigeants congolais à relever ces défis. Toutefois, nous demeurons préoccupés par le fait que les généraux congolais visés par les sanctions des États-Unis, tels que le général Gabriel Amisi Kumba, continuent de participer au trafic d'or illicite. Il est essentiel d'écarter

ces figures malfaisantes pour mettre fin aux cycles de violence dans l'est du pays.

Mettre fin à l'épidémie d'Ebola demeure également une priorité absolue pour les États-Unis. Les États-Unis sont le premier pays donateur à la lutte contre le virus Ebola, ayant versé plus de 98 millions de dollars pour enrayer la propagation de la maladie. Nous exhortons les donateurs actuels et futurs à envisager eux aussi de verser des contributions. Par ailleurs, nous nous félicitons de la récente décision de l'Organisation mondiale de la Santé de désigner cette épidémie comme une urgence de santé publique de portée internationale et d'activer le pilier santé publique de la quatrième phase du plan d'intervention stratégique. Nous exhortons le Gouvernement de la République démocratique du Congo et l'Organisation des Nations Unies à mettre au point et activer le plus rapidement possible le volet relatif à l'instauration d'un environnement propice afin que les donateurs puissent évaluer globalement les priorités et les ressources nécessaires. Les États-Unis encouragent également tous les partenaires à veiller à ce que les efforts d'intervention soient en phase avec une direction et une coordination clairement définies et les rendent possibles, à nouer des contacts avec les acteurs congolais et à les autonomiser, et à répondre aux besoins des communautés touchées par le virus Ebola en matière de sécurité, d'aide humanitaire et de développement.

Enfin, il importe de souligner la principale inquiétude, à savoir la lenteur des progrès sur un certain nombre de questions, en particulier le DDR et la lutte contre le virus Ebola, en raison de l'absence de gouvernement national, principalement due à l'intransigeance des acteurs politiques qui appuient l'ancien Président Kabila. Cela compromet tous les autres progrès auxquels le peuple congolais aspire. Nous appelons celles et ceux qui font obstacle à la formation d'un gouvernement à faire preuve de la souplesse nécessaire pour former un gouvernement et combler les espoirs d'un avenir meilleur que nourrit le peuple congolais.

Nous continuerons d'envisager l'imposition de sanctions et de restrictions en matière de visas pour ceux qui se livrent à des actes qui compromettent la paix, la stabilité et la sécurité de la République démocratique du Congo ou qui y prêtent leur concours. Compte tenu des difficultés susmentionnées, nous nous félicitons de l'examen stratégique de la MONUSCO et attendons avec intérêt d'en recevoir le rapport. Nous attachons une importance primordiale à ces examens et

à d'autres rapports de l'ONU qui examinent les activités et la performance des opérations de maintien de la paix. Nous nous félicitons que le rapport du Secrétaire général au Conseil de sécurité (S/2019/575) comprenne des évaluations de la performance ainsi que des évaluations globales des progrès accomplis dans l'exécution des tâches prescrites, et nous demandons instamment que davantage de détails y figurent. La MONUSCO ne peut s'acquitter de ses mandats sans des contingents, des policiers et des civils hautement performants, qui soient déterminés à respecter un ensemble de normes claires et à assurer la protection des civils. Nous demandons instamment au Secrétariat et à la MONUSCO de continuer à mettre en œuvre les réformes énoncées dans la résolution 2436 (2018), ce qui sera essentiel pour planifier une réduction des effectifs.

M. Pecsteen de Buytswerve (Belgique) : Je voudrais tout d'abord remercier la Représentante spéciale du Secrétaire général, ainsi que le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1533 (2004) concernant la République démocratique, pour leurs exposés.

Aujourd'hui, je voudrais concentrer mon intervention autour de trois messages principaux. Premièrement, nous nous félicitons de la nouvelle dynamique positive lancée par le Président Tshisekedi. La situation en République démocratique du Congo reste toutefois complexe. La Belgique reste préoccupée par la situation sécuritaire, particulièrement dans les Kivus et en Ituri. Dans le Nord-Kivu, nous condamnons fermement les dernières attaques contre les équipes d'alerte Ebola. En Ituri, nous nous inquiétons de la violence inter-ethnique qui a déjà fait plus de 300 000 déplacés, ainsi que la Représentante spéciale nous l'a indiqué. Nous appelons toutes les parties à réduire les tensions et à respecter la population civile.

Nous restons également préoccupés par la situation humanitaire. Outre l'épidémie d'Ebola, la rougeole a déjà fait plus de 87 000 victimes depuis le début de cette année. En outre, le choléra continue de faire de nombreuses victimes. Le respect des droits de l'homme et la restauration de l'état de droit restent des enjeux cruciaux, comme l'a déclaré le Président. Dans ce contexte, il est préoccupant de constater que les Forces armées de la République démocratique du Congo et la Police nationale congolaise aient pu continuer à commettre des violations des droits de l'homme pendant la période couverte par le dernier rapport (S/2019/575). La réforme du secteur de sécurité, passant par la

professionnalisation des forces de sécurité, doit rester une priorité.

Deuxièmement, la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) ainsi que le nouveau régime de sanctions continuent et doivent continuer à contribuer à la protection des civils, à la pacification et à la restauration de l'autorité de l'État sur l'ensemble du territoire. En soutenant le Gouvernement congolais, la MONUSCO continue à jouer un rôle clef. Dans le contexte de son actuel examen stratégique indépendant, la Belgique s'attend dès lors à l'élaboration d'indicateurs permettant de mesurer clairement les capacités des autorités congolaises à assumer les différentes tâches actuellement assurées par la MONUSCO. La protection adéquate des civils et le respect des droits de l'homme en toute circonstance restent essentiels.

La Belgique se félicite aussi du renouvellement du régime de sanctions ainsi que du nouveau mécanisme de mise à jour de son listing. En saluant la bonne coopération des autorités congolaises avec le groupe d'experts du régime des sanctions, et l'engagement du Président Tshisekedi d'améliorer la situation de droits de l'homme, nous espérons également que le prochain renouvellement du régime de sanctions pourra être utilisé afin de rendre celles-ci plus efficaces et plus ciblées.

Et, troisièmement, comme l'avenir de la République démocratique du Congo et celui de la région des Grands Lacs restent étroitement liés, nous appelons toutes les parties prenantes à saisir l'élan positif actuel. En effet, après le récent sommet présidentiel quadripartite de Luanda et les dernières initiatives afin de renforcer le Mécanisme régional de suivi de l'Accord-cadre et la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs, nous espérons que cette dynamique s'avérera durable et ses effets tangibles. Une meilleure coopération régionale pourrait avoir des bénéfices considérables pour la population congolaise, à la fois dans le contexte de la lutte contre les différents groupes armés, mais également dans le cadre de la coopération économique ou encore celui de la lutte contre l'exploitation illégale des ressources naturelles.

M^{me} Wronecka (Pologne) (*parle en anglais*) : Tout d'abord, je voudrais remercier la Représentante spéciale Leila Zerrougui et l'Ambassadeur Mansour Alotaibi de leurs exposés détaillés.

Je voudrais concentrer mon intervention sur trois questions : le processus politique, les aspects sécuritaires et la situation socioéconomique.

Premièrement, s'agissant du processus politique, la Pologne se félicite des évolutions positives intervenues dans la transformation politique de la République démocratique du Congo ces derniers mois. Nous nous félicitons des progrès accomplis par le Président Tshilombo Tshisekedi, tels que l'ouverture de l'espace politique, la libération des détenus politiques, le retour des acteurs politiques, et le respect des libertés fondamentales, notamment la liberté d'expression. La Pologne est favorable à la stabilisation et au renforcement continus des institutions publiques en République démocratique du Congo.

Dans cet esprit, nous soulignons que la formation immédiate du Gouvernement et le déploiement des institutions publiques partout dans le pays sont nécessaires pour la pleine mise en œuvre des réformes essentielles. La Pologne se félicite de l'approche constructive adoptée jusqu'à présent par la majorité des acteurs politiques en République démocratique du Congo, et nous espérons que cette attitude sera maintenue. Nous encourageons aussi les autorités à continuer à renforcer leur collaboration avec les acteurs de la société civile, en particulier avec les représentantes des femmes et les jeunes.

Deuxièmement, s'agissant de la sécurité, malgré les efforts déployés à ce jour, les activités des groupes armés nationaux et étrangers, en particulier dans l'est du pays, continuent d'avoir des répercussions graves sur les conditions de sécurité. Nous saluons les décisions encourageantes prises par plusieurs groupes armés de se joindre au programme de désarmement, démobilisation et réinsertion (DDR). Il ne faut pas manquer les occasions de neutraliser les activités destructrices des groupes sans intervention militaire. C'est pourquoi il faut que le programme de DDR soit au centre de la stabilisation de la situation sécuritaire dans le pays.

Dans le même temps, la Pologne est préoccupée par la persistance du risque d'une nouvelle escalade de la violence et des tensions ethniques. C'est aux institutions publiques compétentes qu'il incombe d'assurer la sécurité des citoyens. Le fait que la plupart des violations des droits de l'homme et des actes de violence sexuelle sont commis par des agents de l'État continue d'être l'un des problèmes majeurs. C'est pourquoi la réforme immédiate des forces de sécurité de la République démocratique du Congo afin de progresser sur la voie de

leur professionnalisation doit être envisagée en priorité. Nous soulignons encore une fois le besoin impératif d'amener ceux qui sont accusés de crimes contre l'humanité, de crimes de guerre et d'autres violations graves du droit international, à en répondre.

La situation en République démocratique du Congo doit être considérée dans le contexte régional plus large. Nous nous félicitons de tous les efforts faits pour donner un nouvel élan au Mécanisme national de suivi de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République démocratique et la région. Nous encourageons les signataires de cet accord à intensifier leur engagement afin de remédier aux causes de l'instabilité dans la région.

Troisièmement, s'agissant de la situation socioéconomique, l'instabilité de la situation politique et des conditions de sécurité a considérablement aggravé la situation humanitaire et entravé le développement du pays. Nous encourageons les autorités à atteindre une dynamique critique et à mettre en œuvre les réformes qui sont des conditions préalables nécessaires à la création d'un climat propice aux investissements et à l'accélération de la croissance économique. C'est pourquoi la Pologne se félicite de la reprise, dernièrement, de la coopération entre la République démocratique du Congo et le Fonds monétaire international.

Nous restons préoccupés par la persistance de l'épidémie d'Ebola dans l'est du pays, en particulier après que l'Organisation mondiale de la Santé ait déclaré qu'elle constituait une urgence sanitaire mondiale. Nous condamnons fermement les attaques constantes contre les travailleurs humanitaires et le personnel médical, ainsi que contre les hôpitaux et autres installations de santé, et appelons toutes les parties sur le terrain à permettre l'acheminement, en toute sécurité, de l'aide humanitaire vers les zones touchées par le virus Ebola. Je renouvelle toute notre gratitude au Gouvernement de la République démocratique du Congo, à l'ONU et aux autres partenaires internationaux pour les efforts qu'ils déploient afin de lutter contre la maladie à virus Ebola.

Pour terminer, la Pologne salue le travail important dont s'acquitte la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO). Nous espérons que les autorités continueront de coopérer de manière constructive avec la Mission pour consolider les résultats considérables obtenus à ce jour. Nous encourageons le Secrétaire général à présenter au Conseil de sécurité l'examen stratégique de la Mission dans son intégralité, ce qui

permettra de prendre une décision fiable et responsable concernant l'implication future de l'ONU sur le terrain.

Enfin, je tiens à saisir cette occasion pour remercier la Représentante spéciale du Secrétaire général, M^{me} Leila Zerrougui, ainsi que toute l'équipe de la MONUSCO, pour leurs inlassables efforts à l'appui de la stabilité en République démocratique du Congo.

M. Ipo (Côte d'Ivoire) : Tout d'abord, ma délégation félicite M^{me} Leila Zerrougui, Représentante spéciale du Secrétaire général et Cheffe de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO), ainsi que l'Ambassadeur Mansour Alotaibi, Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1533 (2004) concernant la République démocratique du Congo, pour leurs exposés éclairants sur la situation en République démocratique du Congo.

La Côte d'Ivoire salue l'évolution positive de la situation sociopolitique en République démocratique du Congo, marquée par la mise en place progressive des institutions, suite aux dernières élections. Il s'agit en l'occurrence du Parlement et des Gouvernements provinciaux, auxquels s'ajoute la nomination du Premier Ministre. En outre, le retour au pays de plusieurs personnalités de l'opposition traduit bien la volonté d'ouverture de l'espace politique par les nouvelles autorités. Mon pays note, par ailleurs, avec un grand intérêt, la nouvelle dynamique insufflée par le Gouvernement congolais au Mécanisme national de suivi de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République démocratique du Congo et la région. Il apprécie tout particulièrement l'accent mis sur la réforme du secteur de la justice, la lutte contre l'impunité, ainsi que le désarmement, la démobilisation et la réintégration (DDR), piliers essentiels de la consolidation de la paix. La Côte d'Ivoire exhorte les autorités congolaises à poursuivre cette dynamique, par la formation diligente du nouveau gouvernement, afin de mettre en œuvre les réformes sectorielles indispensables à la satisfaction des besoins pressants du peuple congolais.

La persistance des violences intercommunautaires et des attaques des groupes armés contre les populations civiles et le personnel humanitaire engagé dans la lutte contre l'épidémie d'Ebola dans l'est de la République démocratique du Congo, demeure un sujet de vive préoccupation pour ma délégation. Elle déplore ainsi les deux attaques perpétrées, le 23 juillet 2019, par des milices ougandaises des Forces démocratiques alliées

à Beni, dans l'est du pays, causant la mort de 12 civils dont deux enfants.

Ma délégation exhorte par conséquent les autorités congolaises à renforcer davantage le processus de DDR au profit des ex-combattants des groupes armés opérant dans la province du Tanganyika, et à sensibiliser tous les autres groupes armés à abandonner définitivement la violence, en s'inscrivant résolument dans ce processus. De même, mon pays appelle les partenaires internationaux à soutenir le programme de DDR, ainsi que les efforts déployés par lesdites autorités et la MONUSCO, en vue de rétablir la paix et la stabilité dans l'est de la République démocratique du Congo.

L'instabilité dans l'est du pays continue d'impacter négativement la situation humanitaire et sanitaire en République démocratique du Congo. En effet, selon les estimations des organisations humanitaires, environ 13 millions de personnes, y compris les réfugiés provenant de pays limitrophes, ont besoin de protection et d'assistance humanitaire, alors que les ressources mobilisées pour faire face à la crise sont largement en-deçà des prévisions.

Sur le plan sanitaire, la persistance de l'épidémie d'Ebola dans l'est du pays demeure particulièrement préoccupante et interpelle sur la nécessité d'arrêter des mesures diligentes et appropriées. C'est pourquoi mon pays salue l'engagement des autorités congolaises, de l'Organisation mondiale de la Santé et de la MONUSCO à lutter contre cette épidémie, et les exhorte à intensifier leurs efforts en vue d'éradiquer cette maladie. Dans ce contexte, ma délégation encourage vivement les organisations humanitaires, les donateurs et tous les autres partenaires de la République démocratique du Congo à accroître leur assistance en vue d'apporter des réponses urgentes aux besoins des populations affectées.

Pour conclure, la Côte d'Ivoire réaffirme son soutien aux autorités congolaises, ainsi qu'à M^{me} Leila Zerrougui et à toute son équipe, et appelle à nouveau la communauté internationale à maintenir son appui à la République démocratique du Congo, en vue de la stabilisation et de la consolidation de la paix.

M. Heusgen (Allemagne) (*parle en anglais*) : Je m'associe à tous ceux qui ont remercié M^{me} Zerrougui et l'Ambassadeur Alotaibi pour leur travail. Je tiens à mettre en lumière l'implication personnelle de M^{me} Zerrougui sur cette question. Nous lui en sommes très reconnaissants. Je les remercie tous les deux sincèrement de leurs exposés, et nous accueillons

tout aussi favorablement le rapport écrit (S/2019/575). Je souscris à ce qu'ont dit les orateurs précédents, en particulier les représentants de la France, de la Belgique et de la Pologne. Je serai donc bref.

Je partage l'opinion positive de M^{me} Zerrougui sur le Président Tshisekedi. Comme elle l'a mentionné, il a forgé la vision d'établir un havre de paix et de développement dans la région. J'ai noté que certains membres, dont mon collègue français, avaient parlé d'un climat d'optimisme et de l'ouverture de l'espace politique. C'est assurément le cas, mais nous n'avons pas encore atteint le paradis. Nombre des défis qui ont déjà été mentionnés subsistent, avec notamment la formation du gouvernement. Je peux comprendre que l'ancien Président, M. Kabila, s'accroche au pouvoir, mais il doit lâcher prise. Il faut qu'il le comprenne. Quelqu'un doit le lui dire, pour que le gouvernement puisse enfin être formé.

Comme cela a été dit tout à l'heure, le système judiciaire doit être mis en place pour lutter efficacement contre l'impunité. Le regain de violence dans l'est du pays est préoccupant. Il y a trop de fauteurs de troubles, en plus des déplacements de populations et de la poursuite des violences sexuelles contre les enfants et les femmes, qui sont les plus touchés par le conflit. Les attaques contre les travailleurs humanitaires, en particulier en pleine épidémie d'Ebola, sont inacceptables. Comme l'a dit M^{me} Zerrougui, elles ont une dimension aussi bien sanitaire que politique. Par conséquent, il serait vraiment utile que le Conseil tienne une séance consacrée à la crise de l'Ebola.

En ce qui concerne la riposte, je ne peux que souscrire à ce que M^{me} Zerrougui a dit au sujet de l'unité d'action des Nations Unies, au niveau aussi bien régional que national. Les pays voisins doivent également jouer le jeu, et c'est ce qu'a laissé entendre l'exposé de M. Alotaibi s'agissant de la nécessaire implication des acteurs régionaux.

Le programme de désarmement, démobilisation et réintégration est également important et certains succès ont été enregistrés dans ce domaine, mais ils ne suffisent pas. Les efforts déployés doivent également mobiliser la coopération de la société civile. Les jeunes doivent aussi être impliqués. Il est regrettable que la dame qui devait faire un exposé au nom de la société civile n'ait pas pu nous rejoindre aujourd'hui pour raison de santé.

La Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) conserve un rôle clef. Nous apprécions que la réorientation de ses méthodes et stratégie se calque sur l'initiative Unité d'action des Nations Unies. Nous attendons avec intérêt que l'équipe chargée de l'examen indépendant livre ses recommandations sur la meilleure façon de relever les défis et sur la manière dont la MONUSCO peut avoir un effet concret. Nous attendons ce rapport avec impatience.

M. Wu Haitao (Chine) (*parle en chinois*) : La Chine remercie la Représentante spéciale du Secrétaire général, M^{me} Leila Zerrougui, et l'Ambassadeur Mansour Alotaibi, Représentant permanent du Koweït et Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1533 (2004) concernant la République démocratique du Congo, de leurs exposés.

À l'heure actuelle, la situation en République démocratique du Congo est globalement stable. Les institutions législatives et exécutives provisoires ont pour l'essentiel été mises en place au niveau national et l'économie du pays connaît un développement régulier. Le Président Tshisekedi s'est rendu dans les pays de la région pour améliorer les conditions de sécurité dans l'est du pays en renforçant la coopération régionale. Ces faits nouveaux positifs montrent que le Gouvernement de la République démocratique du Congo a la capacité et la volonté de maintenir la stabilité dans le pays et que l'action de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) est efficace.

Dans l'intervalle, la République démocratique du Congo continue de se heurter à des difficultés et les conditions de sécurité dans l'est du pays restent sombres. L'épidémie d'Ebola s'est aggravée et a été déclarée urgence de santé publique de portée internationale, du fait d'un risque accru de propagation aux pays voisins. La Chine appelle la communauté internationale à renforcer sa contribution pour aider la République démocratique du Congo à venir à bout des difficultés que présentent sa sécurité, sa situation humanitaire et son développement, entre autres domaines.

Premièrement, il faut aider la République démocratique du Congo à renforcer ses capacités en matière de sécurité. La paix et la stabilité sont les fondements nécessaires pour garantir que la République démocratique du Congo puisse faire avancer son processus politique et se développer sur le plan socioéconomique. Le Gouvernement de la République

démocratique du Congo a la responsabilité première de préserver la sécurité et la stabilité nationales. La communauté internationale doit respecter la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale de la République démocratique du Congo, respecter pleinement le rôle directeur du Gouvernement dans la gestion de ses propres affaires et, sur cette base, aider la République démocratique du Congo à renforcer ses capacités en matière de sécurité. Tous les partenaires internationaux doivent inciter les groupes armés du pays à déposer les armes et à trouver des solutions par le biais du dialogue et des consultations.

Deuxièmement, les organisations régionales et sous-régionales – telles que l'Union africaine, la Communauté de développement de l'Afrique australe, la Communauté économique des États de l'Afrique centrale et la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs – doivent continuer à jouer leur rôle de principaux médiateurs en vue d'intensifier le dialogue, les interactions et les consultations entre les parties et le Gouvernement de la République démocratique du Congo. L'ONU doit jouer un rôle de coordination pour créer des synergies au niveau international afin de mettre en œuvre efficacement l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération entre la République démocratique du Congo et la région des Grands Lacs.

Troisièmement, il est nécessaire d'aider le Gouvernement de la République démocratique du Congo à maîtriser l'épidémie d'Ebola le plus rapidement possible. L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a déclaré que l'épidémie d'Ebola en République démocratique du Congo constituait une urgence de santé publique de portée internationale. Il faut avant tout intensifier l'aide en fonction des besoins du Gouvernement et, dans le même temps, appuyer résolument l'action de l'OMS et de la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. Les organismes des Nations Unies doivent mieux coopérer et travailler en synergie.

Quatrièmement, il faut continuer de fournir un appui économique au Gouvernement de la République démocratique du Congo. Les partenaires internationaux doivent avant tout investir davantage dans l'éducation, la santé, les infrastructures et d'autres secteurs pour aider la République démocratique du Congo à multiplier les possibilités d'emploi, à améliorer les moyens de subsistance de sa population, à rétablir le développement socioéconomique et à s'attaquer aux causes profondes du conflit. Nous espérons que le Programme des Nations

Unies pour le développement et d'autres organismes, ainsi que la Commission de consolidation de la paix, joueront un rôle plus visible.

La Chine se félicite de la récente visite de l'Ambassadeur Alotaibi dans les pays de la région. Nous sommes convaincus que cette visite permettra de mieux informer les membres du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1533 (2004) concernant la République démocratique du Congo sur la situation sur le terrain, et de renforcer la coopération entre le Comité et la République démocratique du Congo et les autres pays de la région. Les sanctions ne sont pas une fin en soi, mais un moyen de parvenir à une fin. Nous espérons que le Groupe d'experts continuera de travailler dans le strict respect de son mandat, en appuyant les efforts consentis par le Gouvernement de la République démocratique du Congo pour améliorer la gestion des armes et éliminer la menace que constituent les groupes armés.

Depuis l'année dernière, la Chine fournit une aide humanitaire d'urgence à la République démocratique du Congo afin de prévenir l'Ebola et de lutter contre le virus dans le cadre de mécanismes bilatéraux et multilatéraux, et envoie des groupes d'experts en République démocratique du Congo et en Ouganda pour soutenir les efforts de lutte contre l'épidémie. La Chine continuera d'entretenir une communication étroite avec l'OMS, la République démocratique du Congo et les autres pays africains. Nous continuerons de fournir toute l'assistance nécessaire, dans la mesure de nos moyens, pour prévenir et combattre l'Ebola, en fonction de l'évolution de la maladie sur le terrain et des besoins des pays africains.

La MONUSCO a joué un rôle essentiel dans le maintien de la paix, de la sécurité et de la stabilité en République démocratique du Congo et dans la lutte contre l'épidémie d'Ebola. La Chine espère que la MONUSCO continuera de renforcer sa coordination et ses échanges avec le Gouvernement de la République démocratique du Congo, et qu'elle s'acquittera de ses fonctions conformément à son mandat. La communauté internationale doit continuer d'appuyer activement l'action de la Mission. La Chine appuie résolument le processus de paix en République démocratique du Congo et participe activement aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies dans le pays. Nous avons fourni des officiers, des experts militaires, des unités du génie et des unités médicales à la MONUSCO.

La Chine est disposée à œuvrer de concert avec la communauté internationale pour continuer de contribuer

à la réalisation rapide de la paix, de la stabilité et du développement en République démocratique du Congo.

M. Mabhongo (Afrique du Sud) (*parle en anglais*) : Tout d'abord, nous tenons à remercier la Représentante spéciale du Secrétaire général, M^{me} Leila Zerrougui, de son exposé sur les activités de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO). L'Afrique du Sud salue le rôle important joué par la MONUSCO dans la lutte contre l'instabilité permanente qui sévit dans l'est de la République démocratique du Congo et dans la protection des civils.

Nous remercions également l'Ambassadeur Alotaibi de son exposé sur les activités du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1533 (2004) concernant la République démocratique du Congo.

Nous nous félicitons que le Secrétaire général ait reconnu les mesures positives prises par le Président Félix Tshisekedi pour lancer le programme de réformes. Je pense notamment à l'ouverture de l'espace politique, à la libération des prisonniers politiques et aux progrès accomplis en matière de liberté d'expression.

Sur le plan de la sécurité, l'Afrique du Sud prend note de la relative stabilité qui règne dans les provinces de l'ouest. Toutefois, nous sommes conscients de la poursuite de l'instabilité dans certaines parties de l'est de la République démocratique du Congo, en particulier dans les provinces du Kivu et de l'Ituri, laquelle nous préoccupe. À cet égard, nous saluons le rôle vital joué par la MONUSCO, en collaboration avec les autorités de la République démocratique du Congo, pour sécuriser ces régions. L'Afrique du Sud réaffirme la nécessité de continuer d'appuyer les efforts de la MONUSCO pour stabiliser l'est du pays et de mettre en place un programme efficace de désarmement, de démobilisation et de réintégration, en sus de l'appui financier octroyé, comme l'a demandé le Gouvernement de la République démocratique du Congo.

Malgré l'instabilité qui perdure dans l'est du pays, une tendance positive a été enregistrée : le Président Tshisekedi a redéfini sa stratégie en matière de règlement des conflits et de consolidation de la paix en République démocratique du Congo et dans la région. Cela se reflète dans ses initiatives visant à renforcer la confiance avec les pays voisins et dans son attachement accru à l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République démocratique du Congo et la région, grâce à la nomination d'un coordonnateur

du Mécanisme national de suivi chargé de superviser l'application de l'Accord-cadre au niveau national.

L'Afrique du Sud est convaincue que l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération demeure un accord fondamental susceptible de contribuer à la stabilité, à la paix et au développement économique dans la région. À cet égard, nous encourageons toutes les parties à respecter les engagements qu'elles ont pris dans le cadre de cet accord, notamment aux niveaux national, régional et international. Nous saluons les efforts de sensibilisation déployés par le Président Tshisekedi dans la région, lesquels pourraient contribuer à stabiliser la situation en matière de sécurité. Nous réaffirmons notre rôle continu dans la promotion de la paix et de la stabilité en République démocratique du Congo en tant que garants de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération.

L'Afrique du Sud appuie l'engagement constant dont fait montre la Communauté de développement de l'Afrique australe pour aider la République démocratique du Congo à instaurer durablement la paix, la sécurité et la stabilité. Nous jugeons encourageante la coopération entre l'Union africaine (UA) et l'ONU, qui sont déterminées à poursuivre leur engagement en faveur de la consolidation de la stabilité et de la gouvernance démocratique en République démocratique du Congo.

Nous sommes préoccupés par la situation humanitaire dans certaines régions de la République démocratique du Congo, et plus particulièrement par le virus Ebola, qui, pour l'Organisation mondiale de la Santé, constitue une urgence de santé publique de portée internationale. Nous sommes également préoccupés par les attaques perpétrées par des groupes armés contre les centres de traitement contre le virus Ebola et leur personnel. Nous voudrions saisir cette occasion pour saluer les efforts déployés par la MONUSCO et d'autres organismes des Nations Unies dans la lutte contre l'épidémie du virus Ebola. Par ailleurs, nous saluons les mesures prises par l'UA pour renforcer les capacités de lutte contre la maladie. Il est important que la communauté internationale appuie tous les efforts visant à maîtriser la situation.

Je voudrais rappeler notre position à l'égard du régime de sanctions. L'Afrique du Sud continue d'affirmer que tout régime de sanctions doit venir compléter les efforts de paix. De surcroît, les sanctions ne doivent ni être politisées, ni entraver la fourniture de l'aide humanitaire, ni affecter les citoyens ordinaires.

Enfin, nous sommes fermement convaincus qu'il est impératif que la communauté internationale, par l'intermédiaire de l'UA, de l'ONU et de ses partenaires régionaux, reste solidaire du peuple de la République démocratique du Congo et lui apporte l'appui politique, financier et autre dont il a besoin pour que les progrès réalisés à ce jour ne soient pas réduits à néant.

M. Alotaibi (Koweït) (*parle en arabe*) : Je tiens tout d'abord à remercier la Représentante spéciale du Secrétaire général pour la République démocratique du Congo et Cheffe de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO), M^{me} Leila Zerrougui, de son précieux exposé.

Dans ma déclaration, je voudrais aborder trois points : premièrement, la situation politique; deuxièmement, la situation en matière de sécurité; et troisièmement, la situation humanitaire.

S'agissant de la situation politique, nous nous félicitons des mesures positives prises par le Président Tshisekedi depuis son entrée en fonction. Nous le félicitons de s'être rendu au Kenya, en Angola, en Ouganda, au Rwanda, au Burundi, en Tanzanie, au Gabon et en Guinée équatoriale pour renforcer la coopération avec les pays de la région et parler de stabilité et de paix. Nous saluons également les mesures prises par le Président pour ouvrir l'espace politique en libérant les prisonniers politiques et en garantissant la liberté d'expression. Ces mesures positives reflètent sa volonté de créer un environnement propice au développement et à la réforme.

Nous nous félicitons par ailleurs que le Président ait activé le Mécanisme national de suivi de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération. Nous le félicitons de mettre l'accent sur la réforme du secteur judiciaire, la lutte contre l'impunité et l'appui aux programmes de désarmement, démobilisation et réintégration, et nous sommes satisfaits qu'une réunion ait été tenue à Kinshasa les 5 et 6 juin à l'initiative du Mécanisme national de suivi, avec la participation des chefs des services de renseignement et de sécurité ougandais, tanzaniens, congolais et rwandais. Cette réunion a abouti à l'adoption d'un certain nombre de recommandations avisant de suivre une approche globale pour lutter contre les capacités des groupes armés dans l'est de la République démocratique du Congo.

Nous accueillons avec satisfaction l'appui que fournissent les organisations régionales durant cette

période cruciale, notamment l'Union africaine, la Communauté économique des États de l'Afrique centrale, la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs et la Communauté de développement de l'Afrique australe, ainsi que les partenaires internationaux de la République démocratique du Congo. Nous espérons que cet appui se poursuivra tout au long de la prochaine phase.

Nous appelons toutes les parties congolaises à donner priorité à l'intérêt général et à appuyer le Gouvernement congolais et les mesures positives prises par le Président. Nous les appelons à s'abstenir de tout acte de violence et à entrer dans une nouvelle phase de reconstruction et de développement pour consolider les progrès accomplis à ce jour.

En ce qui concerne les conditions de sécurité, elles se sont globalement améliorées en République démocratique du Congo. Cependant, la violence et le conflit armé se poursuivent et sont une source de préoccupation dans certaines parties de la République démocratique du Congo, en particulier dans l'est, dans la province du Nord-Kivu, où est en cours une escalade militaire qui a une incidence directe sur la vie des civils désarmés et les expose au danger.

En outre, les positions des forces gouvernementales et les centres d'intervention contre l'Ebola sont visés par des attaques, des assassinats délibérés et des enlèvements. Nous appelons toutes les parties qui commettent des actes de violence à s'en abstenir afin de protéger la vie des civils et d'instaurer la stabilité et la sécurité. Nous félicitons la MONUSCO et son personnel des efforts qu'ils déploient pour combattre ces groupes armés et assurer la protection des civils congolais.

S'agissant de la situation humanitaire, elle reste malheureusement désespérée dans certaines régions du fait du conflit entre les groupes armés. Environ 12 millions de personnes continuent d'avoir besoin d'une aide militaire d'urgence et environ 13 millions de personnes souffrent d'insécurité alimentaire.

Des maladies chroniques telles que le choléra et la rougeole persistent dans certaines parties de la République démocratique du Congo, sans parler bien sûr du virus Ebola qui se propage dans le Nord-Kivu et l'Ituri. Nous saluons les efforts que déploie le Ministère congolais de la santé, en coordination avec l'ONU et l'Organisation mondiale de la Santé, pour lutter contre l'Ebola, et nous appelons tous les groupes armés à faire cesser la violence dans les régions touchées par l'Ebola. Ils doivent mettre un terme à ces attaques, en particulier

les attaques contre des travailleurs et des installations de santé. Nous espérons parvenir à éliminer l'Ebola définitivement dans un avenir assez proche.

Enfin, nous tenons à remercier sincèrement M^{me} Leila Zerrougui, Représentante spéciale du Secrétaire général et Cheffe de la MONUSCO. Nous remercions également l'ensemble du personnel de la Mission de ses efforts considérables et de son appui continu au Gouvernement et au peuple congolais.

M^{me} Mele-Colifa (Guinée équatoriale) (*parle en espagnol*) : Nous accueillons avec satisfaction le rapport du Secrétaire général (S/2019/575), qui donne un aperçu des principaux événements survenus récemment en République démocratique du Congo ainsi que des progrès accomplis par la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) dans la mise en œuvre de son mandat. Nous remercions et félicitons l'Envoyée spéciale, M^{me} Leila Zerrougui, ainsi que tout le personnel de la MONUSCO du travail qu'ils accomplissent.

La République de Guinée équatoriale exhorte le Gouvernement et tous les acteurs politiques congolais à continuer de tirer parti de la conjoncture historique qui a permis de procéder à un transfert pacifique du pouvoir et d'activer les structures politiques mises en place à la suite du processus électoral. Nous sommes certains que ces mesures contribueront à consolider la souveraineté nationale ainsi que la démocratie, la paix, la stabilité et le progrès socioéconomique dans le pays.

Nous louons les progrès accomplis depuis la tenue des élections et nous accueillons avec satisfaction la création d'institutions législatives et exécutives aux niveaux national et provincial, ainsi que le retour de figures de l'opposition, qui illustre l'ouverture de l'espace politique. Nous encourageons le Gouvernement et tous les acteurs concernés à poursuivre les négociations afin de mettre en place un gouvernement et de garantir le bon fonctionnement des institutions chargées de relever les défis auxquels le pays est actuellement confronté.

Depuis son accession à la plus haute fonction de l'État, le Président Tshisekedi s'est engagé à œuvrer pour la consolidation de la paix, l'état de droit, la démocratie, le développement socioéconomique et l'élimination du fléau des groupes armés. D'un autre côté, les réformes de fond initiées dans le secteur de la sécurité ont permis de consolider de bonnes relations dans toute la région, comme l'illustrent plusieurs visites effectuées par le chef de l'État depuis son entrée en fonction au Kenya, en

Angola, en Ouganda et au Rwanda, en vue de renforcer la stabilité dans le pays, de créer les conditions nécessaires à son développement et de maintenir un climat de paix et d'harmonie durant la période postélectorale.

Par ailleurs, nous demeurons préoccupés par les activités déstabilisatrices des groupes armés et les conflits persistants entre communautés, dont la conséquence est que 13 millions de personnes ont toujours besoin d'une aide humanitaire et de protection, 4,8 de personnes sont déplacées et 540 000 personnes sont réfugiées dans les pays voisins, où elles sont exposées à la malnutrition, au choléra, à la rougeole et à l'Ebola. Nous sommes profondément préoccupés par la présence croissante de l'Ebola dans le pays, et nous prions la communauté internationale de s'employer en priorité à lutter contre cette urgence de santé publique de portée internationale. À cet égard, la communauté internationale doit mobiliser des fonds suffisants pour mettre à jour le plan d'aide humanitaire de trois ans qui est parvenu à son terme à la mi-janvier.

Nous condamnons les attaques fréquentes contre le personnel humanitaire, ses moyens de transport et son matériel, qui constituent des violations du droit international humanitaire. Toutes les parties à des conflits armés doivent garantir et faciliter un accès total, sûr, immédiat et sans entrave du personnel humanitaire et médical, de son matériel, de son transport et de ses fournitures, ainsi que l'acheminement de l'assistance médicale vers les zones touchées et les populations qui en ont besoin.

La République de Guinée équatoriale salue l'accent mis par le Président Tshisekedi sur la réforme judiciaire et la lutte contre l'impunité, ainsi que sur le désarmement, la démobilisation et la réintégration. Elle le félicite également de l'impulsion qu'il a donnée au Mécanisme national de suivi de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République démocratique du Congo et la région.

Nous considérons que la seule issue pour les groupes armés est de déposer les armes et de se rendre. Pour sa part, le Gouvernement doit continuer de consolider les processus de désarmement, démobilisation et réintégration des ex-combattants et des personnes associées aux groupes armés.

Nous appelons les États membres de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs, l'Union africaine, l'Organisation internationale de la Francophonie, la Communauté de développement

de l'Afrique australe et les partenaires internationaux à continuer d'appuyer résolument la République démocratique du Congo afin de promouvoir la stabilité et la gouvernance démocratique. Nous encourageons également les autorités congolaises et leurs partenaires régionaux à prendre les mesures nécessaires pour renforcer la coopération et les relations de bon voisinage entre les pays de la région des Grands Lacs, y compris dans le cadre de la lutte contre les groupes armés et de la recherche de l'intégration économique.

Pour terminer, nous soulignons une fois de plus l'excellent travail accompli par la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo en faveur de la paix, de la sécurité et de la stabilité, notant que la Mission a été à la hauteur des circonstances et qu'elle a mené à bien son travail conformément à son mandat dans un contexte très complexe.

M. Polyanskiy (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Nous remercions de leurs exposés la Représentante spéciale du Secrétaire général pour la République démocratique du Congo et Cheffe de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo, M^{me} Leila Zerrougui, et le Président du Comité créé par la résolution 1533 (2004) concernant la République démocratique du Congo et Représentant permanent du Koweït, M. Mansour Alotaibi.

Nous sommes aujourd'hui témoins de changements importants dans le plus grand État d'Afrique centrale. Nous saluons les efforts déployés par les nouveaux dirigeants de la République démocratique du Congo pour stabiliser la situation politique, notamment par le dialogue avec l'opposition et l'établissement de relations constructives avec ses voisins de la région et ses partenaires internationaux. Nous appelons les Congolais à continuer à œuvrer pour la paix et à prendre des mesures pour prévenir toute forme de violence.

Nous demeurons gravement préoccupés par la situation dans les provinces orientales de la République démocratique du Congo, où la situation politique et militaire reste complexe et les incursions de groupes armés illégaux et les affrontements intercommunautaires se poursuivent sans relâche. À cela s'ajoute l'épidémie de la maladie à virus Ebola, que l'Organisation mondiale de la Santé a déclarée urgence de santé publique de portée internationale.

Nous avons lu attentivement le dernier rapport du Secrétaire général sur les activités des Casques bleus des Nations Unies en République démocratique du Congo (S/2019/575). Nous partageons de façon générale les évaluations et les recommandations contenues dans ce document. Nous pensons que la Mission doit continuer d'appuyer les efforts déployés par Kinshasa pour normaliser la situation dans cette période postélectorale. Nous estimons qu'il est important de tirer le meilleur parti de l'approche constructive adoptée par le nouveau Président du pays, Félix Tshisekedi. Dans le même temps, nous voudrions souligner une fois de plus que l'ingérence de l'ONU dans les affaires intérieures de la République démocratique du Congo est inacceptable.

La Russie, notamment en tant que membre du Groupe des Amis de la région des Grands Lacs, a l'intention de continuer à appuyer le processus de paix en République démocratique du Congo et la stabilisation de la région dans son ensemble.

En ce qui concerne les travaux du Comité des sanctions, nous considérons qu'il est important de continuer à examiner les différents aspects du régime de sanctions congolais lors des séances et d'inviter les représentants de Kinshasa à participer au débat. Nous nous félicitons de la visite du Président du Comité dans la région à la fin avril et au début mai. Nous sommes favorables à la poursuite de ces contacts avec les acteurs régionaux à l'avenir. Il est nécessaire à cet égard de nous fonder sur les recommandations du rapport final du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo (voir S/2019/469), que le Comité a approuvées.

D'une manière générale, nous appelons à une très grande prudence s'agissant du régime de sanctions. N'oublions pas que l'objectif principal de notre travail est d'aider les Congolais à rétablir l'ordre et la sécurité dans leur pays.

M. Singer Weisinger (République dominicaine) (*parle en espagnol*) : Nous remercions M^{me} Leila Zerrougui et M. Mansour Alotaibi de leurs exposés.

La République dominicaine salue la décision prise par le Président Tshisekedi de lancer différentes initiatives afin de mettre en œuvre le programme national d'urgence, d'ouvrir l'espace politique et d'améliorer les conditions de sécurité en République démocratique du Congo. Nous espérons que le même esprit caractérisera son action à l'avenir.

Malgré cette relative stabilité, la situation sécuritaire dans l'est de la République démocratique du Congo

reste préoccupante. Les attaques menées contre les populations civiles et les forces armées par des groupes armés congolais et étrangers continuent d'entraîner des pertes en vies humaines et de provoquer des déplacements. Nous exhortons les autorités congolaises à unir leurs efforts pour neutraliser les groupes armés et poursuivre les auteurs de violations des droits de l'homme sans exception, à continuer la lutte contre la corruption et à promouvoir le Mécanisme national de suivi de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République démocratique du Congo et la région. Une plus grande attention doit être accordée à la réforme de la justice, à la lutte contre l'impunité et au désarmement, à la démobilisation et à la réinsertion. Nous encourageons la promotion de zones de développement pour créer des emplois pour les jeunes, donner aux femmes davantage de possibilités de participation, sécuriser les frontières et venir à bout du trafic des ressources naturelles et des armes à feu.

Nous devons continuer d'accompagner le peuple congolais dans la mise en œuvre de ses initiatives en faveur de la stabilité et lui fournir les ressources nécessaires pour atténuer la gravité de la situation humanitaire et créer les conditions matérielles du développement durable.

Nous sommes préoccupés par la propagation de la maladie à virus Ebola. Avec plus de 1 600 décès confirmés, il s'agit de la deuxième épidémie la plus meurtrière de l'histoire. L'Organisation mondiale de la Santé l'a déclarée urgence mondiale. Nous exhortons la communauté internationale à appuyer les efforts et les plans du Gouvernement de la République démocratique du Congo, de l'Organisation mondiale de la Santé et de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) pour combattre l'épidémie et sa propagation, et à fournir les ressources économiques nécessaires à sa maîtrise.

À cet égard, nous condamnons les attaques visant le personnel et les infrastructures de santé chargées de la riposte à la maladie à virus Ebola et demandons que le droit international humanitaire soit respecté et que les équipes d'intervention soient autorisées à évaluer les malades dans les zones touchées. Nous demandons également le renforcement des campagnes de sensibilisation de la population sur la situation d'Ebola.

Nous saluons le travail accompli par la MONUSCO pour appuyer les mesures prises par les autorités congolaises dans la lutte contre l'impunité en

cas de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité et d'autres violations des droits de l'homme. Par ailleurs, nous déplorons la persistance des cas de violence sexuelle contre les femmes et les enfants. Nous nous félicitons de la signature des déclarations et des feuilles de route par les commandants de six groupes armés pour mettre un terme au recrutement d'enfants soldats et aux autres violations graves perpétrées contre les enfants. Nous espérons que d'autres groupes signeront ces déclarations et les mettront en œuvre le plus rapidement possible.

Pour terminer, nous nous félicitons que la MONUSCO concentre ses ressources sur les zones où opèrent des groupes armés qui menacent les civils. Nous rendons hommage à la MONUSCO, à tout le personnel des Nations Unies sur le terrain et à tous les acteurs locaux, régionaux et internationaux pour les efforts qu'ils ont déployés et le dévouement dont ils ont fait preuve afin d'assurer une paix pérenne et d'instaurer la stabilité politique, sociale et économique en République démocratique du Congo. Les progrès réalisés en matière de coopération avec les pays de la région des Grands Lacs, notamment dans la lutte contre les groupes armés et la recherche de l'intégration économique, sont une occasion d'apaiser les tensions et de lancer différentes initiatives régionales afin de faire face ensemble aux conflits et d'offrir aux Congolais et à la sous-région les avancées et la stabilité qu'ils méritent tant.

M. Djani (Indonésie) (*parle en anglais*) : Je voudrais moi aussi m'associer aux autres orateurs pour remercier nos intervenants, à savoir la Représentante spéciale du Secrétaire général, M^{me} Leila Zerrougui, et mon frère et collègue, l'Ambassadeur Mansour Alotaibi, Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1533 (2004) concernant la République démocratique du Congo. Nous nous félicitons de sa visite en République démocratique du Congo en mai – visite à laquelle nous avons participé –, et nous appuyons pleinement son rapport.

J'ai pris note de l'exposé de M^{me} Zerrougui ce matin et je voudrais saisir cette occasion pour saluer la nomination du nouveau Premier Ministre, M. Sylvestre Ilunga Ilunkamba. J'espère que le Gouvernement sera nommé dès que possible, car il s'agit là d'un facteur important pour ouvrir la voie à une transition et progresser dans le développement de la République démocratique du Congo.

En mars, le Conseil a adopté à l'unanimité les résolutions 2463 (2019) et 2478 (2019) sur la prorogation du mandat de la Mission de l'Organisation des Nations

Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) et sur les sanctions concernant la République démocratique du Congo, respectivement. Nous attendons avec intérêt l'examen stratégique indépendant de la MONUSCO et demandons instamment qu'un tel examen soit effectué en étroite consultation avec les parties concernées, notamment le Gouvernement de la République démocratique du Congo et les pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police.

Le rapport du Secrétaire général en date du 17 juillet (S/2019/575) donne matière à réflexion pour notre débat d'aujourd'hui. À cette fin, je vais essayer de concentrer mes commentaires sur les points suivants.

Premièrement, nous exhortons la communauté internationale à fournir une aide humanitaire durable à la République démocratique du Congo. Nous exprimons notre solidarité avec nos frères et sœurs qui sont touchés par le virus Ebola et saluons la réaction rapide de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) à la tête des efforts internationaux durant toute cette crise. À cet égard, nous nous félicitons de la récente déclaration d'urgence internationale faite par l'OMS et appuyons l'action du nouveau Coordonnateur de l'intervention d'urgence contre l'Ebola, M. David Gressly. Il est plus que jamais essentiel que le Gouvernement de la République démocratique du Congo et l'OMS jouissent de l'appui nécessaire pour prévenir de nouvelles épidémies d'Ebola. Par ailleurs, nous faisons part de l'inquiétude qui est la nôtre après avoir entendu les informations fournies par la Représentante spéciale du Secrétaire général sur le nombre croissant de déplacés et les pressions exercées sur les acteurs humanitaires.

Deuxièmement, en ce qui concerne les conditions de sécurité, qui sont également liées à la question des déplacés, l'Indonésie est profondément préoccupée par la présence continue de groupes armés dans l'est de la République démocratique du Congo. Pendant bien trop longtemps, le pays a souffert de cycles récurrents de conflits, de violences persistantes et de pertes en vies civiles innocentes. Nous sommes préoccupés par le fait que l'exploitation et le commerce illégaux des ressources naturelles, qui vont au-delà de la région des Grands Lacs, demeurent l'une des sources de financement de ces groupes armés. Nous avons pris connaissance du rapport du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo sur cette question (voir S/2019/469) et nous continuerons de suivre et d'appuyer ses travaux. Nous

sommes également préoccupés par l'augmentation de la violence intercommunautaire.

Troisièmement, nous saluons l'action cruciale de la MONUSCO en République démocratique du Congo, notamment son approche en matière de protection des civils et relativement aux programmes de désarmement, démobilisation et réintégration. Nous sommes encouragés d'apprendre que d'anciens combattants en République démocratique du Congo ont commencé à rendre les armes et à se réintégrer dans la communauté.

Pour sa part, l'Indonésie, l'un des plus importants pays fournisseurs de contingents à la MONUSCO, continue de jouer son rôle dans le maintien de la paix en République démocratique du Congo. Nous déployons actuellement 1 044 personnes, dont 28 femmes soldats de la paix, dans le pays, et nous espérons augmenter le nombre de femmes soldats de la paix. Notre contribution comprend également un bataillon d'intervention rapide de 850 personnes, qui a été déployé à la fin de l'année dernière.

Le contingent indonésien, grâce à sa proximité avec la population, a facilité depuis l'année dernière la remise de 31 armes, la réunification et la certification de 1 803 anciens combattants et la médiation des conflits communautaires, ce qui est une tâche importante. À cet égard, nous sommes favorables à la poursuite de contacts de proximité avec la population dans le maintien de la paix en tant que facteur important, en particulier pour faire face à la situation en République démocratique du Congo.

Pour terminer, je voudrais dire que nous sommes ici pour sauver des vies. La paix est un luxe que les Congolais appellent de leurs vœux depuis bien trop longtemps. Nous devons maintenant travailler ensemble pour appuyer le peuple et son nouveau gouvernement afin d'assurer une paix durable dans le pays. Je voudrais également m'associer aux autres orateurs et lancer un appel à la communauté internationale pour qu'elle continue d'apporter son appui au développement économique de la République démocratique du Congo.

M. Hickey (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Je remercie la Représentante spéciale du Secrétaire général, M^{me} Zerrougui, et l'Ambassadeur Alotaibi de leurs exposés d'aujourd'hui.

Je concentrerai mon intervention sur trois questions : les conditions de sécurité, la situation humanitaire et la situation politique en République démocratique du Congo.

Premièrement, la détérioration des conditions de sécurité dans les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri est particulièrement préoccupante. Les civils restent victimes d'assassinats et d'enlèvements dans le territoire de Beni. Dans le Petit Nord, les citoyens sont confrontés à des impôts illégaux, des viols et des meurtres commis par des groupes armés, tels que Nduma défense du Congo-Rénové (NDC-R). Les attaques contre le personnel chargé de lutter contre Ebola dans le Nord-Kivu continuent de saper la riposte à l'épidémie. Le Gouvernement doit faire davantage pour protéger les civils et les intervenants et pour assurer une plus grande stabilité générale, notamment en traduisant les auteurs de violations en justice et en s'attaquant davantage aux causes profondes des conflits. Nous notons avec préoccupation que les groupes armés du Nord-Kivu auraient commis plus de la moitié de tous les cas avérés de violence sexuelle en République démocratique du Congo au cours de la période considérée.

Comme l'Ambassadeur du Koweït l'a noté lors de son exposé, certains membres du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1533 (2004) concernant la République démocratique du Congo et la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo ont exprimé le souhait d'inscrire certains individus sur la Liste, notamment sur la base des critères de désignation de la violence sexuelle. À cet égard, le Royaume-Uni encourage le Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo à fournir au Comité des éléments nouveaux concernant les personnes et entités visées par des sanctions et également à présenter des exposés des faits, relatifs aux critères de désignation de la violence sexuelle.

Il est particulièrement alarmant de constater que certains éléments des Forces armées de la République démocratique du Congo auraient été complices de NDC-R, l'auteur de la plupart des attaques perpétrées contre des civils dans la province du Nord-Kivu. Le Royaume-Uni se félicite de la délivrance d'un mandat d'arrêt contre Guidon Shimiray Mwissa, le chef de NDC-R, qui est également visé par des sanctions de l'ONU. Nous attendons avec intérêt que le Gouvernement de la République démocratique du Congo prenne des mesures à l'encontre de M. Guidon, enquête et demande des comptes à tout membre des Forces armées de la République démocratique du Congo reconnu coupable d'avoir utilisé des groupes armés.

En Ituri, nous notons avec préoccupation que la recrudescence de la violence a provoqué d'importants

déplacements de civils et aggravé les besoins humanitaires. Nous notons également qu'une interruption du processus politique de démobilisation du groupe armé de la Force de résistance patriotique de l'Ituri (FRPI) l'a conduit à intensifier ses activités. Nous nous réjouissons de pouvoir compter sur l'appui du Président Tshisekedi pour permettre la progression du processus de désarmement de la FRPI, notamment la signature d'un accord de paix entre le Gouvernement et ce groupe.

Deuxièmement, la situation humanitaire en République démocratique du Congo est désastreuse et profondément préoccupante. Plus d'un Congolais sur 10 devrait avoir besoin de protection et d'aide humanitaire en 2019. Le Royaume-Uni est à l'avant-garde de l'action humanitaire. En 2013, nous avons versé 124 millions de dollars en réponse à des appels humanitaires, faisant du Royaume-Uni le deuxième fournisseur d'aide humanitaire en République démocratique du Congo et le premier donateur au fonds humanitaire multidonateurs de la République démocratique du Congo.

Nous nous faisons l'écho de l'appel lancé par le Secrétaire général, invitant les donateurs et les partenaires à continuer de fournir l'appui nécessaire pour combler le déficit de financement de l'action humanitaire le plus rapidement possible. Cela est particulièrement pertinent dans le cadre de l'appel en faveur d'un financement supplémentaire pour faire face à l'épidémie d'Ebola, pour laquelle il faut faire bien davantage, et nous exhortons les autres pays, en particulier ceux qui ont une présence et une histoire dans la région, à appuyer la riposte par des financements, des compétences techniques et un appui politique.

Enfin, je voudrais dire quelques mots sur la situation politique. Malgré certains faits nouveaux positifs, dont nous avons entendu parler aujourd'hui, notre attention ne doit pas être détournée du processus électoral en cours en République démocratique du Congo, en particulier des élections locales prévues pour la fin de l'année 2019 et pour l'année 2020. À cet égard, nous appelons à la nomination rapide d'une nouvelle équipe dirigeante équilibrée et inclusive de la Commission électorale nationale indépendante. L'élaboration d'un calendrier électoral pour les prochaines élections locales contribuera également à ce que celles-ci soient crédibles, libres et équitables. En prenant ces mesures, le Gouvernement de la République démocratique du Congo contribuerait à susciter la confiance de la population

dans les processus électoraux futurs et à renforcer la démocratie dans le pays.

Le Royaume-Uni se félicite de certaines des mesures positives prises par le Président Tshisekedi depuis son élection, notamment la libération de plusieurs détenus politiques, ainsi que de ses efforts visant à promouvoir la coopération régionale. Mais ce n'est qu'un début. Il est essentiel que le nouveau Gouvernement, lorsqu'il sera enfin constitué, progresse concrètement sur les engagements pris par le Président Tshisekedi d'améliorer les droits de l'homme, de renforcer la transparence et l'état de droit, d'avancer dans la réduction de la pauvreté, et de lutter contre l'épidémie d'Ebola. C'est pourquoi le Royaume-Uni demande instamment à toutes les parties congolaises de s'engager de façon constructive afin de permettre la formation rapide d'un gouvernement - un gouvernement en mesure d'apporter le changement pour lequel le peuple congolais a clairement voté.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentant du Pérou.

Je voudrais moi aussi remercier M^{me} Leila Zerrougui, Représentante spéciale du Secrétaire général pour la République démocratique du Congo, et M. Mansour Alotaibi, Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1533 (2004) concernant la République démocratique du Congo, pour leurs exposés.

Je voudrais, au début de ma déclaration, saluer les progrès accomplis par le Gouvernement de la République démocratique du Congo dans ses efforts visant à consolider le processus de transition après les élections, notamment et en particulier en renforçant la coopération bilatérale et régionale, ainsi que dans ceux visant à accroître l'ouverture de l'espace politique. Toutefois, nous restons préoccupés par la détérioration continue de la situation en matière de sécurité après la recrudescence des violences interethniques qui ont continué de causer des pertes de vies et d'entraîner des déplacements forcés, en plus de saper la stabilité du pays.

Ces circonstances difficiles ne rendent, selon nous, que plus pertinent encore le travail qu'effectue la composante non militaire de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO), en particulier pour ce qui est de promouvoir le dialogue entre les divers acteurs dans le pays. À cet égard, nous soulignons l'importance de redoubler d'efforts aux fins du

désarmement, de la démobilisation et de la réinsertion sociale des ex-combattants, car seul un véritable processus de réconciliation pourra jeter les bases d'une paix durable dans le pays. Nous nous félicitons des missions menées conjointement par la MONUSCO et les autorités provinciales congolaises en vue de neutraliser les groupes armés actifs dans l'est du pays, ainsi que des engagements pris de mettre fin au recrutement d'enfants dans cette région.

L'accent mis sur la cessation de la violence ne doit en aucun cas faire passer au second plan la nécessité urgente de remédier immédiatement et en parallèle à la crise humanitaire délicate qui plane sur ce pays, laquelle semble s'aggraver sur le terrain. Près de 13 millions de personnes présentent des symptômes aigus de malnutrition, outre les ravages sérieux causés parmi la population par l'éclatement d'épidémies telles que le choléra, la rougeole et l'Ebola, cette dernière ayant été déclarée dernièrement urgence sanitaire mondiale par l'Organisation mondiale de la Santé.

Nous soulignons que la lutte contre l'Ebola, en raison de son niveau d'incidence élevé et parce que l'épidémie s'est étendue au-delà des frontières du pays, requiert nécessairement du Gouvernement central, des autorités locales, des organisations régionales et des entités compétentes des Nations Unies qu'ils adoptent une approche globale dans le cadre de laquelle ils travaillent en coordination. En particulier, nous condamnons avec force les actes de violence visant les équipes d'intervention contre l'Ebola déployées dans la région du Nord-Kivu.

Nous nous félicitons des mesures positives adoptées pour promouvoir le respect de la liberté d'expression, ainsi que de la libération de 700 prisonniers politiques. Toutefois, le Pérou se déclare très préoccupé par les conditions d'hygiène déplorables et la surpopulation qui sont encore observés dans divers centres de détention du pays.

Nous nous félicitons également de la mise en œuvre opportune, au sein de la MONUSCO, d'un plan d'action global en réponse à l'augmentation de la violence sexuelle à l'égard des femmes dans les zones de conflit et de l'exécution efficace de la politique de tolérance zéro, ainsi que des efforts visant à inclure les femmes dans la politique et les processus de règlement des différends dans le pays.

Pour terminer, nous voudrions réaffirmer notre ferme détermination à appuyer les efforts visant à

surmonter la crise humanitaire, à permettre un développement économique inclusif, et à promouvoir le plein respect des droits de l'homme dans l'ensemble du territoire de la République démocratique du Congo.

Je reprends à présent mes fonctions de Président du Conseil.

Je donne maintenant la parole au représentant de la République démocratique du Congo.

M. Empole (République démocratique du Congo) : Monsieur le Président, permettez, au seuil de mon propos, de vous féliciter pour votre accession à la présidence du Conseil de sécurité pour ce mois de juillet 2019, et de vous dire combien ma délégation et moi-même sommes honorés de voir le Pérou, un pays ami, diriger les délibérations du Conseil de ce jour. Je voudrais vous remercier de m'avoir donné l'occasion de prendre la parole au Conseil à la présente séance qui se penche sur la situation concernant la République démocratique du Congo, situation qui revêt une importance toute particulière pour mon pays.

Je voudrais également saisir cette occasion pour exprimer à S. E. M. António Guterres, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, la gratitude du peuple et du Gouvernement de la République démocratique du Congo pour les efforts inlassables qu'il continue à déployer depuis qu'il a pris les commandes de l'Organisation afin de préserver la souveraineté et l'intégrité territoriale de mon pays et de lui garantir la paix et la stabilité.

Je tiens également à exprimer la reconnaissance du Gouvernement et du peuple congolais à tous membres du Conseil de sécurité pour leur attachement à la cause de mon pays et leur souci constant de voir la paix et la stabilité être complètement rétablies sur toute l'étendue de son territoire.

Ma délégation a pris connaissance du rapport du Secrétaire général sur la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) (S/2019/575), et elle apprécie à sa juste valeur son contenu. Je remercie donc M^{me} Leila Zerrougui, Représentante spéciale du Secrétaire général pour la République démocratique du Congo et Cheffe de la MONUSCO qui vient de nous en faire la présentation. Je remercie également l'Ambassadeur Mansour Ayyad Alotaibi pour la présentation du rapport sur les activités du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1533 (2004) concernant la République démocratique du Congo.

Après la lecture du rapport sous examen, certains points qui y sont abordés appellent de notre part quelques observations et commentaires. Il s'agit principalement des aspects relatifs à la situation politique, sécuritaire et sociale, et à la MONUSCO. Mais avant d'aborder ces aspects, je souhaite présenter les excuses de S. E. M. Ignace Gata Mavita, Ambassadeur et Représentant permanent de la République démocratique du Congo auprès de l'Organisation des Nations Unies, qui n'a pas pu personnellement prendre part à cette séance car il est présentement en déplacement à Kinshasa.

Après les élections du 30 décembre 2018 et la passation pacifique du pouvoir, la situation politique en République démocratique du Congo reste dominée par l'installation de nouvelles institutions, la finalisation du processus électoral, ainsi que la concrétisation des promesses de campagne du Président de la République sur l'application des mesures de décrispation politique.

En effet, après la prestation de serment de S. E. M. Antoine Félix Tshisekedi Tshilombo en qualité de Président de la République démocratique du Congo le 24 janvier 2019, et la validation des mandats des députés nationaux, il a fallu procéder à la mise en place d'un nouveau gouvernement issu de la nouvelle législature. C'est dans ce contexte qu'il faut signaler la nomination par le Président de la République, le 20 mai 2019, conformément à la Constitution de la République démocratique du Congo, de S. E. M. Sylvestre Ilunga Ilunkamba en qualité de Premier Ministre. Ce dernier s'attelle à la finalisation de la composition de l'ensemble de son gouvernement en vue de son investiture par le Parlement.

D'autre part, après la validation des mandats des députés par les bureaux provisoires respectifs, les assemblées nationale et provinciales ont procédé aux élections pour élire les membres de leurs bureaux définitifs. À ce jour, toutes ces assemblées ont leurs bureaux définitifs en place et fonctionnent normalement. C'est dans ce contexte qu'il est important de signaler l'élection d'une femme à la présidence du Bureau définitif de l'Assemblée nationale en la personne de M^{me} Jeanine Mabunda Lioko.

Dans le même contexte des élections, et conformément à son calendrier révisé, la Commission électorale nationale indépendante (CENI) a organisé l'élection des sénateurs au courant du mois de mai. Et, selon le calendrier publié par le Bureau provisoire de cette Chambre du Parlement, l'élection des membres du bureau définitif du Sénat est prévue pour ce samedi, 27 juillet.

Enfin, il sied de noter que la CENI a organisé l'ensemble des élections prévues par son calendrier. En effet, les élections des Gouverneurs et Vice-Gouverneurs dans toutes les provinces de la République, ainsi que l'élection législative dans les provinces de Maï-Ndombe et du Sud-Kivu, où elles avaient été reportées pour des raisons sanitaires et de sécurité, ont toutes eu lieu. Il demeure des élections au niveau local. Pour sa part, la Cour constitutionnelle a également clôturé l'examen des dossiers liés aux contentieux électoraux.

En ce qui concerne la concrétisation des promesses de campagne du Président de la République sur l'application des mesures de décrispation politique, il y a lieu de signaler que cette question est au cœur de l'action de S. E. M. Antoine-Félix Tshisekedi Tshilombo. En effet, dès son accession à la magistrature suprême, le chef de l'État a pris des mesures importantes pour la décrispation de l'environnement politique, la préservation des droits de la personne et l'ouverture de l'espace démocratique. Ces mesures ont notamment permis : premièrement, le retour au pays des leaders de l'opposition et des exilés politiques; deuxièmement, la libération des opposants politiques, y compris les prisonniers qui étaient appelés des cas emblématiques; troisièmement, la liberté de manifester pour toutes les tendances politiques; quatrièmement, l'accès de tous les acteurs de toutes les tendances politiques aux médias publics; cinquièmement, la lutte contre l'impunité et la corruption; etc.

Concernant le volet sécuritaire, il y a lieu de souligner que la présence continue des groupes armés étrangers et nationaux dans la partie orientale de mon pays et la nocivité des activités de ces groupes constituent un sujet de grande préoccupation pour les autorités de mon pays. Pour le Président de la République,

« Le rétablissement de la paix sur l'ensemble du territoire est une priorité car il y va de la survie de centaines de milliers de compatriotes, de la stabilité des institutions établies, de la relance économique et du climat de paix avec tous nos voisins. »

Cela veut dire qu'aussi longtemps que cette partie du pays ne connaîtra pas une paix durable, que les forces négatives y resteront actives, et que sa population, particulièrement les femmes et les enfants, demeurera victime de toutes les violations et abus que nous dénonçons depuis plusieurs années, l'attention de toute la République restera focalisée sur cette partie du territoire national. C'est la raison pour laquelle le Gouvernement reste mobilisé et déterminé dans les

actions engagées, avec le concours de notre armée, pour rétablir l'ordre, la paix et la sécurité, ainsi que pour poursuivre la lutte contre l'éradication de ces groupes armés nationaux et étrangers.

Comme c'est mentionné dans le rapport sous examen, notre armée s'y emploie avec détermination, afin que l'ordre y soit rétabli et l'insécurité jugulée. C'est dans ce contexte qu'il faut signaler le lancement, par le chef de l'État, des opérations militaires de grande envergure, à l'instar de celles lancées notamment à Djugu et à Mahagi. Ces opérations ont permis de récupérer plusieurs armes et munitions abandonnées par les inciviques et de reprendre le contrôle de ces territoires par les autorités administratives congolaises. Afin de renforcer ces acquis, au moins 200 policiers de la Légion nationale d'intervention, en provenance de Kinshasa, ont été déployés dans le territoire de Djugu, en Ituri.

La mission de ces éléments de la Police nationale est de stabiliser, de pacifier et de consolider la paix dans tous les villages conquis par les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) dans le territoire de Djugu, en proie, depuis mi-juin à des attaques des groupes armés qui ont causé des pertes en vies humaines et de nombreux déplacés. C'est également grâce à ces opérations militaires intenses que les FARDC ont enregistré, en plus de ceux qui l'ont fait volontairement, plusieurs capitulations dans les rangs des groupes armés.

Le Gouvernement est actuellement en train d'étudier, en concertation avec la MONUSCO, le cadre adéquat pour la prise en charge de ces compatriotes en vue de leur réinsertion dans la société. C'est dans ce contexte que le Gouvernement lance un appel aux groupes armés encore actifs pour qu'ils déposent les armes afin de pouvoir bénéficier des avantages de ce nouveau cadre de démobilisation, désarmement et réinsertion. Pour leur part - je me dois de rassurer le Conseil -, le Gouvernement congolais et nos forces armées, qui ont consenti beaucoup de sacrifices dans la lutte contre les forces négatives, restent déterminés à poursuivre cette noble mission, avec le concours de leurs partenaires dont la MONUSCO, jusqu'à l'éradication totale de ces criminels, pour que nos populations puissent vivre en paix d'une manière durable en vue de contribuer au développement de leur pays.

La région des Grands Lacs doit, en effet, aspirer à un mieux-être, le développement économique ne pouvant se concrétiser que dans la paix et l'harmonie

des populations. Par ailleurs, au-delà de ces résultats, mon pays se demande, au regard de la quantité et de la qualité des armes utilisées par les groupes armés, comment ceux-ci parviennent à se doter d'armes aussi lourdes et sophistiquées et en aussi grande quantité, alors que le pays vit sous un régime d'embargo sur les armes depuis plus de 10 ans? C'est pour cette raison que mon pays exprime le souhait de voir le Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo faire la lumière sur le circuit d'approvisionnement en armes et munitions pour établir la responsabilité des pays qui violent l'embargo sur les armes et également approfondir l'examen du lien qui existe entre ces approvisionnements illégaux en armes et munitions et le trafic illicite des ressources naturelles de la République démocratique du Congo.

Ma délégation salue la nouvelle dynamique observée dans la région des Grands Lacs depuis la prise de pouvoir du Président Antoine-Félix Tshisekedi Tshilombo. Outre les visites bilatérales qu'il a effectuées auprès de ses pairs de la région, il faudrait également mentionner les rencontres au sommet qui ont eu lieu à Kinshasa et à Luanda, respectivement le 31 mai et le 12 juillet, entre les chefs d'État de l'Angola, de l'Ouganda, du Rwanda et de la République démocratique du Congo. L'objet de ces rencontres est principalement le réchauffement des relations et le renforcement de la lutte contre les groupes armés et en faveur de la paix dans la région des Grands Lacs. Les communiqués conjoints qui ont sanctionné ces rencontres réaffirment la détermination de ces chefs d'État en faveur de la restauration de la paix et de l'autorité de l'État dans la région de Grands Lacs, particulièrement dans l'est de la République démocratique du Congo, mais aussi en faveur du développement économique dans la région.

Nous restons convaincus que cette nouvelle dynamique au niveau de la région va prendre à cœur le renforcement des mesures sécuritaires et les contrôles au niveau des frontières, afin de lutter efficacement pour le respect de l'embargo sur les armes et contre le trafic illicite des ressources naturelles de la République démocratique du Congo, qui constitue l'une des principales causes profondes du conflit en République Démocratique du Congo.

En ce qui concerne la MONUSCO, comme tout le monde le sait, cette force onusienne est en République démocratique du Congo depuis 1999, soit 20 années. Grâce à sa présence sur le territoire congolais, beaucoup de choses ont été réalisées et, parfois, le pire a pu être

évit, notamment dans le cadre de la protection des civils et de la lutte contre les groupes armés, de la défense des droits de l'homme et de la protection de l'intégrité territoriale de la République démocratique du Congo.

Nous voulons saisir cette opportunité pour saluer le travail effectué par cette force en République démocratique du Congo. Le peuple congolais et son gouvernement expriment toute leur gratitude aux Nations Unies, aux pays contributeurs de troupes et aux soldats de la paix pour leur combat en faveur de la paix et de la sécurité dans mon pays, et pour les sacrifices consentis qui, parfois, sont allés jusqu'au sacrifice suprême, puisqu'ils ont perdu la vie pour la cause du Congo.

Aujourd'hui que, conformément à la résolution 2463 (2019), le Gouvernement de mon pays est engagé dans le dialogue stratégique avec l'équipe d'experts indépendants, les attentes du peuple congolais sont que les recommandations qui seront issues de ce dialogue soient responsables, ne sacrifient pas les acquis obtenus pendant ces 20 ans, privilégient l'intérêt du Congo et des Congolais, prennent en compte les vœux du peuple congolais, dont le souhait le plus ardent est de voir les forces négatives et les différents groupes armés qui écument la partie est du pays être totalement éradiqués.

Toutefois, et quelle que soit la nature de ces recommandations, il est nécessaire de renforcer l'efficacité opérationnelle de la MONUSCO, en privilégiant la qualité des contingents, lesquels devraient être plus spécialisés dans la traque des groupes armés et capables de faire face aux menaces asymétriques. Ces contingents devront continuer à travailler en étroite collaboration avec les FARDC, jouir d'une plus grande mobilité et agilité, et être dotés d'un équipement adapté pour plus d'efficacité.

Par ailleurs, s'agissant de la présence des hommes armés sur les sites miniers, il est bon de rappeler que la loi n'autorise pas les militaires à exercer les activités minières. Aussi, la présence des éléments des FARDC aux alentours des zones minières, comme plusieurs fois rappelé, se justifie plus pour la sécurité de ces sites, qui, malheureusement, sont pour la plupart situés dans les zones de conflit. C'est pour sécuriser tous les opérateurs miniers que le Gouvernement déploie des éléments des forces de sécurité aux alentours de ces zones d'exploitation. S'il arrive que certains de ces éléments déployés pour des raisons sécuritaires s'éloignent de leur mission et s'adonnent aux activités d'exploitation minière, il est toujours bon de les dénoncer afin de

permettre aux autorités de les sanctionner conformément à la loi.

Sur le plan social, la situation en République démocratique du Congo reste dominée par la réalisation du programme d'urgence des 100 jours du Chef de l'État et par la lutte contre la maladie à virus Ebola. Concernant la réalisation du programme d'urgence des 100 jours du Président de la République, il est important de signaler que plusieurs chantiers lancés en vue de construire des infrastructures de première nécessité se poursuivent et sont régulièrement visités par les autorités, afin de se rendre compte de l'effectivité des travaux et de formuler de nouvelles recommandations et orientations en cas de nécessité.

Pour ce qui est de la maladie à virus Ebola, je tiens à informer le Conseil que c'est la dixième fois que la République démocratique du Congo fait face à cette épidémie. Cependant, c'est la première fois que cela se passe dans les territoires en conflit, et c'est aussi la première fois que cela dépasse la durée de six mois et que l'on connaît un nombre aussi élevé de victimes. La réunion que le Conseil de sécurité prévoit d'organiser le 31 juillet 2019 sur le sujet permettra de partager les informations importantes y relatives de la part des personnes ressources les mieux indiquées. Toutefois, nous voulons rassurer le Conseil de la détermination du Chef de l'État, du Gouvernement et du peuple congolais dans son ensemble, avec le concours de leurs partenaires, d'éradiquer, de la République démocratique du Congo, cette épidémie d'Ebola, désormais déclarée urgence de santé publique de portée internationale par l'Organisation mondiale de la Santé.

En effet, sous l'impulsion de S. E. M. le Président de la République qui vient de placer, ce 20 juillet 2019, la conduite de la riposte de l'épidémie sous sa supervision, le secrétariat technique du Comité multisectoriel qui a été mis sur pied sera désormais sous la direction d'un épidémiologiste de renommée internationale dans le traitement de cette maladie. Le secrétariat technique et son équipe d'experts sont chargés d'assurer la coordination de l'ensemble des activités de mise en œuvre de la stratégie de riposte à la maladie à virus Ebola et de mettre en place toutes les mesures innovantes urgentes et indispensables au contrôle rapide de l'épidémie.

La maladie à virus Ebola en République démocratique du Congo n'est plus une simple question de santé, mais une question transversale qui nécessite la prise en compte, au-delà du réexamen de la qualité des soins et du schéma de traitement jusqu'ici

disponible dans les centres de traitement Ebola, des aspects suivants. Premièrement, en ce qui concerne la lutte contre l'insécurité et l'accès aux populations vulnérables, il est important de sécuriser les territoires touchés par la maladie pour permettre que les opérations relatives à la riposte se déroulent sans inquiétude et que le personnel soignant et les acteurs humanitaires travaillent sans crainte d'être attaqués par des inciviques armés. Deuxièmement, s'agissant de l'accroissement des mesures de prévention, les agents de mobilisation dans les zones de santé et les grands centres des provinces touchées devront notamment sensibiliser la population sur la manière de prévenir la propagation de cette maladie. Troisièmement, concernant l'adhésion de la population à la réponse, les communautés doivent collaborer avec les équipes de la riposte. Quatrièmement, une meilleure

coordination des actions sur le terrain est nécessaire. Cinquièmement enfin, il faut un financement suffisant, à la hauteur des besoins.

Je voudrais terminer mon propos en remerciant de nouveau les Nations Unies et le Conseil de sécurité pour l'engagement et les efforts en faveur de la paix en République démocratique du Congo. Dans le même ordre d'idées, je réitère la reconnaissance du peuple congolais et de son gouvernement à M^{me} Leila Zerrougui, Représentante spéciale du Secrétaire général pour la République démocratique du Congo et Cheffe de la MONUSCO. Enfin, je renouvelle la gratitude des Congolais aux Casques bleus de la MONUSCO et aux pays fournisseurs de contingents pour leurs dévouement et attachement à la cause de notre pays.

La séance est levée à 12 h 5.